



**UNION DÉPARTEMENTALE DES SYNDICATS FORCE
OUVRIÈRE
D'INDRE ET LOIRE**

La Camusière-18, rue de l'Oiselet, 37550 Saint-Avertin
Tel : 02.47.38.54.43 - Fax : 02.47.37.91.00
udfo37@force-ouvriere.fr
<http://37.force-ouvriere.org>

Aux syndicats et sections syndicales FO du département d'Indre et Loire
Communication de la Commission Administrative de l'UD FO 37

Emmanuel Macron, le Président de la République nous promet du sang et des larmes en cette rentrée. Pour ce faire, il n'hésite pas à recourir à la provocation et à user d'un ton martial ! Après la covid de nouveaux fronts sont ouverts : le climat, la crise énergétique, la situation économique - Emmanuel Macron décrète la fin de l'abondance et de l'insouciance et prévoit la nécessité de faire des sacrifices, la décroissance pour tous (ou pour le plus grand nombre plutôt) en somme !

Le Président Macron déclare la guerre aux travailleurs dans les faits :

s'il y avait abondance, elle ne serait pas du côté des travailleurs qui subissent les crises à répétition, l'inflation et la perte du pouvoir d'achat, la remise en cause de leurs acquis, les inégalités de plus en plus importantes, la modération salariale depuis 40 ans...

Dans le même temps, comme dirait l'autre, la richesse des plus grandes fortunes françaises a augmenté de 236 milliards d'euros de mars 2020 à octobre 2021 - plus en 18 mois que sur les 10 années précédentes, le niveau des dividendes versés aux actionnaires a atteint des records en France, de même que le taux de marge des entreprises. (5 milliardaires possédant autant que 27 millions de français).

Pour le Président Macron la sobriété, ce n'est pas que la baisse de 1 ou 2 degrés du chauffage, il s'agit pour lui de mettre fin aussi et surtout à la prétendue abondance de notre modèle social, de liquider notre République Sociale qui s'incarne dans la Sécurité sociale, le Service Public, les conventions et statuts collectifs. Tout ce qui a été arraché par les travailleurs entre 1936 et 1958.

Des sacrifices donc, en réformant notamment l'assurance-chômage, en réduisant encore les droits des chômeurs, en les modulant en fonction de la situation économique et de la situation du marché du travail ; ce serait donc la fin de notre modèle social républicain qui garantit l'égalité des droits à tous et en toutes circonstances sur tout le territoire (voir communiqué confédéral).

Ce qui est valable pour l'assurance-chômage, le sera aussi pour la Sécurité Sociale demain, notamment pour l'assurance maladie.

Des sacrifices aussi pour les retraites : car le gouvernement maintient sa volonté d'imposer (mais par la concertation) une nouvelle réforme qui reporterait l'âge de départ en retraite à 64 ou 65 ans, et/ou qui allongerait encore la durée de cotisation nécessaire pour avoir une pension à taux plein. Pour FO, c'est déjà non pas question !

Quant au Service Public, chacun peut constater en cette rentrée dans quel état est placée notre éducation nationale avec ses personnels et comment sont traités les élèves qui paient un lourd tribut aux dernières réformes (réforme du bac, parcours sup, territorialisation de l'école, expérimentations). Sans oublier ce qui se passe dans notre système de santé, à l'hôpital public où

les fermetures de services succèdent aux départs de personnels épuisés et écoeurés par, là encore ,l'application des dernières réformes et de la rentabilité à tout crin imposée par l'ONDAM.

Dans ce contexte, les leçons de morale du Président ne sont pas admissibles !

C'est aussi pour cela, que la politique économique et sociale du gouvernement n'est pas acceptable et qu'elle doit être combattue !

Le Président et le gouvernement sont pourtant fragilisés. Ils ne tiennent que par la puissance des institutions de la Ve République. Combien de temps cela peut-il encore durer, pourrait-on légitimement penser ?

L'absence de majorité absolue à l'Assemblée nationale les oblige, soit à manoeuvrer et à trouver des alliances avec la Droite du Parlement (et ses extrêmes) , soit à passer en force, en utilisant l'article 49-3, dont certains nous vantent les mérites à nouveau.

Décroissance, Sacrifices riment souvent avec corporatisme !

Dernier Exemple en date: le Président Macron manoeuvre pour mettre en place le C.N.R (toute référence historique ne serait que fortuite évidemment) : le « Conseil National de la Refondation ». Un « Bidule » qui doit associer les partis politiques, les syndicats, les élus, les collectivités, des citoyens, à la mise en œuvre des contre-réformes gouvernementales.

De nombreux partis ont déjà pris position pour dire qu'ils ne répondraient pas à l'invitation du Président de la République. Le Président du Sénat lui-même, s'est fendu d'une tribune pour décliner, considérant qu'il s'agissait d'une tentative de contournement et de fragilisation des institutions et notamment du Parlement.

La Confédération FO a pris position, comme d'autres organisations syndicales, elle considère que le cadre choisi remet en cause la liberté et l'indépendance du syndicat et a donc signifié par un courrier officiel au Président, son refus d'y participer. (Il existe déjà le CESE pour traiter de ces sujets).

Seules, la CFDT, la CFTC et l'UNSA, ont répondu favorablement, sans réelle surprise (c'est la mise en oeuvre de la doctrine qui les a fondées, la doctrine sociale de l'église). L'intersyndicale nationale du 5 septembre ayant permis de clarifier la position de toutes les organisations.

Une clarification s'impose !

L'intersyndicale nationale du 5 septembre devait aussi prendre des décisions pour donner une suite à la journée de mobilisation du 27 janvier dernier sur les salaires, mais la situation s'est compliquée depuis la dernière mobilisation.

- En effet, La CGT a lancé avec Solidaires en juillet, trois jours avant une première intersyndicale nationale, un appel à une journée d'action pour le 29 septembre.
- Cela d'une part ,nous mettant devant le fait accompli d'une décision prise par la seule direction de la CGT et d'autre part, cela permettant « d'affaiblir » les mobilisations de fin août-début septembre en les "encadrant" par une énième journée d'action de type "rentrée sociale » ; journée d'action qui n'amène jamais rien pour les salariés, qui émiette les forces et qui au final ne gêne en rien le patronat et les employeurs du secteur privé...

- Justement et peu avant la nouvelle réunion intersyndicale du 05/09, un collectif asso-politico-syndical, composé de la CGT, FSU, Solidaires, Attac, l'Alternative, la Confédération paysanne, Convergences services publics, Copernic, Europe écologie les verts, générations.S, LFI-NUPES, Man, Npa, Oxfam, Pcf, Ps, Unef, a lancé un appel « *pour construire ensemble un processus de mobilisation populaire pour mettre en échec la politique sociale et climatique menée par le gouvernement et pour imposer les changements nécessaires* » (...) et pour « *s'associer aux mobilisations syndicales déjà prévues le 22 et 29 septembre* ». (voir circulaire confédérale FO)

Cette démarche, même si c'est tout à fait le droit de ce collectif, et des organisations qui la composent, pose un vrai problème pour la Confédération FO. Notre confédération qui reste elle, attachée à son indépendance, ne peut pas signer un appel commun avec des partis politiques ou avec des ONG.

Elle est un obstacle à la création d'un réel rapport de force, véritablement syndical construit méthodiquement à la base par les syndicats avec les salariés, sur le terrain de la lutte de classes, celui des revendications.

La Confédération FO a proposé à l'intersyndicale nationale ce 5 septembre de se saisir de l'appel de la Confédération européenne des syndicats à une journée d'action pour l'augmentation des salaires et contre l'inflation début octobre. Nous verrons les réponses des uns et des autres.

Pour ce qui concerne notre Union départementale d'Indre et Loire, la Commission Administrative réunie ce 15 septembre, considère comme toujours que nous ne pouvons envisager de nous associer à une mobilisation (y compris celle du 29 septembre) que si elle est syndicale, sur des revendications syndicales claires et précises. (Tel n'est pas le cas visiblement pour cette dernière).

La C.A de l'UD FO 37 regrette cette situation qui ne nous met pas dans les meilleures conditions pour résister et combattre.

Entre les initiatives politiques, celles qui sont politico-syndicales, et les journées de mobilisations européennes qui ont rarement fait la preuve de leur efficacité, la confusion règne...(comme dans la Santé où 2 journées d'action sont prévues au niveau national : le 22 septembre appel des fédérations CGT/SUD et le 27 septembre appel des fédérations FO/CFDT/UNSA), voir la circulaire FO SPS.

Construire méthodiquement le rapport de force : se réunir, discuter, s'organiser pour établir le cahier de revendications !

Dans tous les cas de figure, dans tous les secteurs professionnels, dans toutes les entreprises et les administrations, les syndicats et les sections syndicales FO doivent mettre l'augmentation des salaires en tête de leurs revendications.

Il y a chaque jour des mobilisations dans le secteur privé sur la question des salaires avec des grèves massives et continues. Des résultats sont obtenus, à l'image de ce qui dans notre département a été fait chez Kéolis Tours, chez Bluetek ou même dans les communes et la métropole de Tours par les agents territoriaux comme à Tours, Amboise, Montlouis, Saint Avertin, Saint Cyr, Luynes....

Bien sûr, nous devons demander l'ouverture partout de nouvelles négociations sur les salaires ou l'application des « clauses de revoyure » prévues dans certains accords dès maintenant.

C'est un fait ! Nous savons que la situation de l'inflation depuis plusieurs mois, et pour de très nombreux mois encore, impose de nous battre tous ensemble sur une revendication claire qui concerne tout le monde : l'indexation automatique de toutes les grilles de salaire sur l'inflation (ce qu'on appelle l'échelle mobile des salaires).

Ne pas le faire revient à laisser la question de notre salaire et de nos conditions d'existence entre les seules mains du patronat - et à son bon vouloir - tout en dédouanant le gouvernement : chacun sait que les travailleurs n'y trouveront pas leur compte ! Il n'est toujours pas question de faire payer la crise aux travailleurs, pour FO.

Défendre l'indexation de toutes les grilles de salaire sur l'inflation, combattre la remise en cause de l'assurance-chômage et la réforme des retraites, nécessitent d'organiser une vraie mobilisation interprofessionnelle : pas chacun dans son coin, pour gagner sur les revendications !

- **L'augmentation générale des salaires et des pensions et de retraites avec un Smic à 1600 nets mensuels. (80% du salaire médian)**
- **Les 183€ pour tous les salariés du secteur médico-social dans le public comme dans le privé,**
- **le blocage des prix et une réforme fiscale rétablissant la réelle progressivité de l'impôt**
- **la retraite à 60 ans et 37,5 annuités de cotisation pour une retraite à taux plein**
- **Le maintien des 42 régimes de retraite dont le code des pensions civiles et militaires**
- **Le maintien et la relocalisation des emplois industriels**
- **l'abrogation de la réforme de l'assurance chômage**
- **Défense du Service Public Républicain (égalité des droits et défense des statuts) et de la sécurité Sociale (chacun contribue selon ses moyens et reçoit selon ses besoins)**
- **Rétablir toutes nos libertés et en finir avec les conséquences des lois d'Etat d'urgence et de sécurité globale, notamment par la réintégration des collègues suspendus et le paiement de leur salaire.**

Le rapport de force doit se construire et se préparer. À nous donc de faire le nécessaire, et de surmonter les obstacles.

Dans cette perspective la Commission Administrative de l'UD FO 37 appelle ses syndicats et ses adhérents à participer nombreux au comité général des syndicats FO 37 qui se tiendra le 13 octobre 2022 à la maison des syndicats, pour préparer la nécessaire mobilisation et développer FO dans le cadre des futures élections professionnelles dans la fonction publique et dans les élections des comités sociaux et économiques (élections C.S.E) dans le secteur privé

Fait à Saint-Avertin, le jeudi 15 septembre 2022